

ÉCOLOnews

Décembre 2014 - n° 5



Les aventures
de Monique p.3

LOI DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les député-es
disent oui p. 4

CONFÉRENCE DE PARIS (COP 21)

Va-t-on sauver
le climat ? p.5

CRÉER DES EMPLOIS SANS CROISSANCE, C'EST POSSIBLE

p. 6/7

SORTIR DU NUCLÉAIRE

Qu'est-ce qu'on
y gagne ? p.7

LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE
EST UNE CHANCE

Édito
d'Emmanuelle
Cosse p. 2



Photo Eric Coqueulin

L'ANNÉE SERA CHAUDE

Hausse des températures, augmentation du nombre de réfugiés environnementaux, déclin de la biodiversité... À un an de la 21^e Conférence mondiale sur le climat (COP 21) organisée à Paris fin 2015, la mobilisation citoyenne et politique devient un enjeu majeur pour répondre au bouleversement climatique.



ÉDITO

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST UNE CHANCE

Le monde change. Il se réchauffe sous l'effet de l'activité humaine. Il se tend également. Les conséquences sociales de ces bouleversements se font de plus en plus sentir : la pauvreté explose, les réfugiés climatiques se comptent par millions, le modèle agricole industriel écrase les paysans et le gaspillage de l'argent public dans de grandes infrastructures inutiles n'est plus accepté. Les tensions génèrent des violences avec des conséquences parfois dramatiques, comme on l'a vu dans la vallée du Tescou avec la mort de Rémi Fraisse, ce jeune militant de la nature disparu pour ses convictions. Plus nous tardons à engager, dans le dialogue et la concertation, la transformation écologique de la société, plus nous devons faire face à un regain de tension et de violence. En ce sens, la transition énergétique est une chance.

Elle a vocation à protéger les habitant-es en mettant fin à l'exploitation des énergies fossiles qui les mettent en danger et en proposant de nouveaux viviers d'emplois. De nouvelles générations de militant-es ont compris que l'écologie est une solution à la crise. Beaucoup de jeunes ont manifesté pour le climat et demandent que le long terme soit enfin pris en compte dans les politiques publiques. À nous de les accompagner sur ce chemin pour redonner espoir dans l'avenir.

EMMANUELLE COSSE
secrétaire nationale
d'Europe Écologie
Les Verts



Photo Xavier Cantat

L'ÉNERGIE SOURCE DE PRÉCARITÉ



Photo Bartosz Zakrzewski

Les écologistes veulent un plan de rénovation des bâtiments assorti d'aides substantielles aux particuliers !

Le modèle de développement basé sur la croissance et le consumérisme a vécu. Avec lui s'épuise la partie la plus fragile de la population, celle qui, reléguée aux confins des agglomérations ou habitant les quartiers populaires, subit de plein fouet les conséquences des choix des politiques publiques conduites depuis l'après-guerre.

► 20 % des Français sont concernés

Habitat de mauvaise qualité, enclavement urbain, coût de l'énergie qui s'envole. Le cocktail de la précarité énergétique concerne aujourd'hui près de 20% de la population française. Sur fond de crise, ce sont 11 millions de personnes qui n'arrivent plus à faire face au quotidien à leurs besoins pour se chauffer, s'éclairer, se déplacer... Ce sont des foyers qui ont froid, dont la santé est fragilisée, des enfants dont les études sont compromises, des salarié-es

qui dorment dans leur voiture, des modes de vie tronqués, des familles, locataires ou propriétaires, qui jonglent avec les priorités pour faire face.

► L'électricité est trop chère

L'énergie est un bien de première nécessité. Faire baisser la facture est une urgence sociale, sanitaire, économique et écologique. Adopter des mesures responsables et solidaires, lutter contre la précarité énergétique et agir pour la transition c'est considérer, simultanément, l'aménagement et l'égalité des territoires pour plus de proximité, de densité, de transports en commun, c'est accélérer la rénovation des "passoires thermiques" pour une meilleure isolation des logements, c'est reconnaître et conseiller les familles démunies pour desserrer l'étau énergétique. Enfin, c'est faire baisser la consommation et les émissions de gaz à effet de serre, et limiter le changement climatique.

Les aventures de Monique

Bonjour, Je m'appelle Monique, militante écologiste depuis... des années et des années !
Hélas, le dérèglement climatique, cela fait également des années que j'en entends parler...



Là, c'est moi avec mon ami le volcanologue Haroun Tazieff. Nous sommes en janvier 1980. À l'époque, les hivers sont encore vigoureux et très enneigés. Il me dit : "Ce ne sont pas les volcans qui détruiront la grande banquise, ce qui le fera, c'est la pollution industrielle car elle émet des quantités de produits chimiques dont une énorme quantité de gaz carbonique". À l'époque déjà, même si nos connaissances étaient bien moins précises qu'aujourd'hui, on faisait déjà le lien entre l'activité humaine et les risques liés au réchauffement climatique.

En 1992, à Rio, le troisième sommet de la Terre organisé par l'ONU réunit 178 pays. Il affirme la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est l'espoir. On se dit que le message est passé. Que les choses vont changer. Cinq ans plus tard, de nombreux pays signent à Kyoto, au Japon, un traité pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. En réalité, depuis cette date, les émissions continuent leur progression avec une régularité effrayante.



Là, c'est moi en 2009 au Sommet de Copenhague face à quelqu'un qui ne semble pas apprécier l'humour de mes slogans. La police danoise arrête de nombreux manifestants et les laisse des heures durant assis dans le froid. Immobiles. Immobiles comme Obama, Merkel, Sarkozy et tous les autres chefs d'état qui ratent leur rendez-vous avec l'histoire. Ils décident de ne rien faire face au danger qui menace les habitants et les écosystèmes des pays qu'ils dirigent.

Entre la photo prise avec Haroun Tazieff et aujourd'hui, le taux de CO₂ dans l'atmosphère a augmenté de 20 %. C'est énorme ! Dans le village des Alpes où je vais en vacances depuis mon enfance, le glacier fond à vue d'œil. Les effets du changement climatique se font ressentir de façon dramatique dans de nombreux endroits du monde. Les preuves sont nombreuses, les prévisions catastrophiques. Qu'attendons-nous ?

► Retrouvez *La vie de Monique - 40 ans d'écologie politique* sur [\[eelv.fr\]](http://eelv.fr).



Énergies

LOBBY

LES GAZ
DE SCHISTE
EN EMBUSCADE



Bouteille de gaz

BIEN ÊTRE CHEZ VOUS
GRATUITEMENT



NON
AU GAZ PÉTROLE DE
SCHISTE

En préconisant haut et fort l'exploitation des gaz de schiste en France, Nicolas Sarkozy construit son "retour" sur un nouveau renoncement aux principes élémentaires de précaution. Les députés UMP à l'Assemblée nationale ont tenté, lors des débats sur la loi de transition énergétique, de revenir sur l'interdiction de leur exploration. Face à ces tentatives irresponsables, la détermination des écologistes est totale, et la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie doit tenir bon.

LOI DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE LES DÉPUTÉ-ES DISENT OUI

Les député-es Europe Écologie Les Verts français ont unanimement voté en faveur de la loi et soulignent l'aspect historique de ce vote.

Les engagements pris par la majorité en 2012 sont tenus: réduction de la part de la production nucléaire à 50% en 2025, mise en cohérence des objectifs climatiques et des perspectives de consommation énergétique, retour de la puissance publique dans la définition des choix de stratégie énergétique.

► Des procédures strictes

Avancée arrachée par les député-es EÉLV, la prolongation de réacteurs nucléaires au-delà de 40 ans est désormais soumise à des procédures strictes: c'est une réponse essentielle à un impératif de sécurité et à une exigence démocratique. La loi fixe un cadre: la programmation pluriannuelle de l'énergie définira le cap et les différents textes budgétaires détermineront les moyens. L'incohérence gouvernementale sur la fiscalité écologique ou la taxe



Photo Apples Eyes Studio

Énergies : la France tourne-t-elle enfin la page du passé en s'engageant vers les solutions d'avenir ?

poids lourd nous rendent encore plus exigeants: c'est par la constance et par l'association des écologistes à l'élaboration des politiques publiques qu'on fait le mieux avancer l'écologie.

► Réduire la part du nucléaire

Que le pays du tout atome décide une réduction de la

part du nucléaire, reconnaisse que l'indépendance énergétique n'est pas compatible avec une dépendance à l'uranium, s'engage pour la sobriété dans les consommations énergétiques et la montée en puissance des énergies renouvelables, voilà qui envoie un message clair au monde: le nucléaire, ce n'est pas l'avenir.

LOI "TRANSITION ÉNERGÉTIQUE POUR LA CROISSANCE VERTE" LA LOI POUR LES NUL-LES

Le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte a été adopté en première lecture le 14 octobre. Priorité aux économies d'énergie, réduction

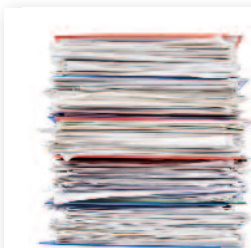


Photo Elnur

Pour en savoir plus :
[ecolodepute-e-s.fr].

de la part du nucléaire de 75% à 50% en 2025, déploiement des énergies renouvelables: ce projet pose les grands objectifs de la transition énergétique qui facilite la reconversion de notre économie vers les solutions d'avenir.

► Vers une société plus juste

En plus de son uranium, la France importe aussi la totalité de son pétrole, de son gaz et de son charbon, soit plus de 90% de sa consommation d'énergie. Or les réserves mondiales de ces énergies fossiles, fortes émettrices de CO₂, ne

sont pas inépuisables. C'est pourquoi, au fur et à mesure que nos besoins augmentent, le prix de l'énergie explose: la transition énergétique est donc la solution pour réduire la facture des ménages. En outre, elle permettra la création de nombreux emplois, notamment dans le bâtiment (rénovation thermique) ou les transports. Enfin, face au dérèglement climatique, le projet fixe à 40% la réduction des gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990. La transition énergétique amorce le projet d'une société plus durable et plus juste.

Climat

CONFÉRENCE DE PARIS

VA-T-ON SAUVER LE CLIMAT ?

La Conférence de Paris (décembre 2015) sur le climat, ou COP 21, doit mettre en place des engagements contraignants pour tous les pays. Sera-t-elle la dernière chance contre le réchauffement terrestre ?

L'organisation d'une conférence diplomatique par l'ONU ne peut pas faire disparaître, du jour au lendemain, des tendances lourdes, de la biodiversité à l'économie, de nos comportements quotidiens aux relations Nord/Sud, ou aux valeurs qui construisent notre vie (frugalité versus progrès technique).

► Voir loin

Lutter contre le réchauffement climatique relève à la fois de chacun, des États et des grandes institutions internationales. C'est un sujet certes urgent mais qui suppose aussi de voir loin, d'envisager une modification profonde de notre modèle de développement pour le moyen et le long terme, de regarder jusqu'à l'orée du nouveau siècle, et d'inventer une nouvelle forme de prospérité. Une

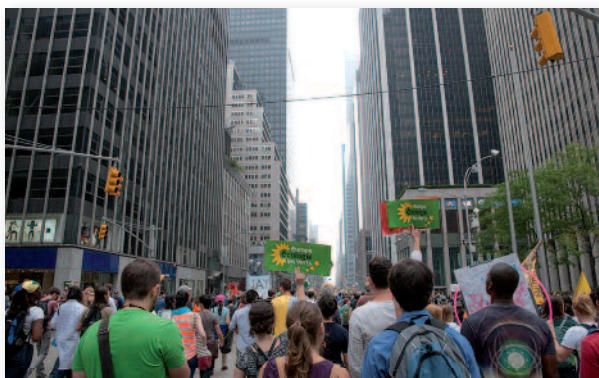


Photo Jérôme Spaggiari

New York, 21 septembre 2014 : venus des cinq continents, ils étaient plus de 300 000 à marcher pour le climat.

conférence ne changera pas à elle seule la face du monde. Mais elle doit permettre de lancer la mobilisation de toutes et tous en faveur du climat, dans les territoires, les grandes villes comme les villages, entre générations, dans l'ensemble de la société, citoyens, ONG, entreprises, etc.

► Deux degrés

Il reste que cette grande conférence climat est un moment important. D'abord parce qu'elle se tient en France. Plus question de détourner les yeux des enjeux écologiques comme les gouvernements l'ont souvent fait. Elle suppose que la France joue un rôle moteur

pour construire au niveau européen une position exemplaire et susceptible de rassembler autour d'un accord les pays riches, les pays émergents au premier rang desquels la Chine et l'Inde, et les pays en développement, dont une partie du continent africain. L'objectif est de conclure un accord qui permette de contenir le réchauffement climatique à deux degrés à la fin de ce siècle. L'accord ne vaudra que s'il montre que cet objectif est partagé par tous, et que les pays du Nord, dont l'Union européenne, auront reconnu et assumé leur responsabilité vis-à-vis du reste du monde en mettant en place un fonds de compensation pour les pays du Sud. C'est donc une occasion unique de montrer qu'une communauté internationale peut exister pour penser l'avenir du monde.

TROIS QUESTIONS À JADE LINDGAARD

Journaliste, elle est l'auteure de *Je crise climatique*



Éditions
La Découverte

ÉCOLOnews :

Pourquoi ce livre ?

Jade Lindgaard : *Au départ, j'ai souhaité enquêter sur les raisons de l'inertie de notre société face à l'ampleur du dérèglement climatique, et plus généralement, comprendre pourquoi, collectivement, nous ne sommes pas écolos. Je me suis rapidement rendu compte qu'il y avait une forte part d'affectif dans ce blocage et que la question devenait*

vite « pourquoi on n'aime pas l'écologie ».

ÉCOLOnews :

Existe-t-il des barrières – notamment mentales – aux changements nécessaires de nos modes de vie pour gagner la bataille contre le réchauffement ?

JL : *Oui, j'en suis persuadée. Elles sont pour moi de deux ordres : psychologique, le mécanisme de "dissonance cog-*

nitiv", c'est-à-dire de comprendre un phénomène mais de faire comme s'il n'existait pas ; et affectif : c'est ce que j'appelle l'"ego climat", un néologisme pour désigner notre plaisir de pollueurs, à nous, habitants des pays industrialisés. Une boule d'inconscient, de frustrations, d'injonctions contradictoires, de pulsions et de désirs. Son terrain de prédilection est l'automobile, l'avion, internet, les grandes surfaces et leurs imaginaires.

ÉCOLOnews :

Peut-il y avoir un dédicé ? Quelles solutions ?

JL : *Il nous faut nous déprivatiser, remettre du public dans notre espace privé, penser une politique des modes de vie. Les normes sociales évoluent : plus les citoyens adapteront leurs gestes routiniers à leur souci de l'environnement, plus ils seront susceptibles d'exiger des comptes de leurs dirigeants.*

Transports

DÉPLACEMENTS ET CLIMAT

TRANSPORTONS-NOUS

Les transports contribuent fortement aux émissions de gaz à effet de serre (GES), dont l'impact sur le climat est notable. Pourtant, la mobilité est un droit pour toutes et tous !

Tout en aménageant autrement et de manière plus rationnelle nos territoires, les écologistes travaillent à la recherche de solutions permettant un accès à la mobilité pour chacun-e tout en limitant les déplacements subis.

► Des voitures peu consommatrices

Développer l'attractivité et l'efficacité des transports collectifs (train, car, bus, navette fluviale ou maritime, transport par câble...), mais également des alternatives à l'usage du véhicule individuel (covoiturage, transports à la demande, taxis collectifs, autopartage...) ou encore des modes actifs (vélo, marche) est aujourd'hui nécessaire.



Photo Huang Zheng

Privilégier les transports collectifs, les circulations douces et la construction de véhicules sobres et bon marché...

Pourtant, le véhicule individuel reste indispensable sur certains territoires. Il est urgent de développer des voitures peu consommatrices de carburant et peu émettrices de GES, des véhicules électriques (en évitant le tout nucléaire) et de renforcer la recherche vers de nouvelles

motorisations, que ce soit pour les véhicules particuliers ou collectifs.

► Relocalisation

Organisons le transport des marchandises pour qu'il soit soutenable en repensant nos modes de consommation afin

de relocaliser les productions tout en facilitant le report modal de la route vers le ferroviaire, le maritime ou le fluvial et pour le "dernier kilomètre", créons des plateformes de logistique urbaine. Ces préconisations seront opérationnelles uniquement si la fiscalité est revue de manière globale. Aujourd'hui, les Autorités organisatrices de transports souffrent du manque de recettes qui de plus, sont complètement inadaptées au contexte actuel et aux enjeux climatiques.

Alors conjuguons maillage du territoire, desserte intermodale, information, sensibilisation et communication afin d'optimiser, d'adapter et de rendre attractifs et accessibles à toutes et tous les services proposés aux citoyens.

**CRÉER
DES
EMPLOIS
SANS
CROISSANCE,
C'EST
NON
SEULEMENT
POSSIBLE,
MAIS
C'EST UNE
NÉCESSITÉ
ABSOLUE
EN CE DÉBUT
DE XXI^e
SIÈCLE.**

**Voici la comptine : pour créer des emplois,
il faudrait absolument de la croissance
et comme la croissance ne vient pas, les emplois disparaissent.
Pourtant il est possible d'écrire une autre histoire...**

... Une histoire non pas faite de compétitivité, de course aux bas salaires et à la concurrence internationale.

Une histoire plus sereine, où la société ne s'engage pas dans une course folle au moins-disant, mais au contraire une histoire de recherche de qualité, d'un nouveau modèle de développement.

Impossible, direz-vous ? Pas si sûr, à condition de faire preuve de volontarisme, d'innovation et même d'imagination.

INVESTIR DANS DE NOUVELLES ACTIVITÉS

Les études se succèdent et se ressemblent : l'économie circulaire, l'agriculture biologique, les nouvelles énergies, la rénovation des bâtiments et des habitations, tout cela crée des emplois. Les évaluations varient mais toutes disent qu'il y a là un gisement d'emplois. Ces activités, ces filières sont en effet intensives en emplois. Les études émanent de chercheurs ou d'organismes internationaux, elles sont issues de comparaisons internationales et d'études prospectives, et elles disent que près de 1,3 million

d'emplois pourraient être créés avec une volonté ferme de changer notre modèle de développement. L'agriculture avec des exploitations de plus petites tailles, moins intensives et alimentant des circuits courts de distribution représente un potentiel de 150 000 emplois. L'énergie renouvelable, son stockage et son exploitation représentent un potentiel de 700 000 emplois. Quant aux transports moins polluants et au commerce de proximité bien plus intensif en emploi que la grande distribution, cela pourrait être à l'origine de 500 000 emplois. Créer ces emplois n'est pas simple,

Nucléaire

SORTIR DU NUCLÉAIRE EN VINGT ANS

QU'EST-CE QU'ON Y GAGNE ?

Emploi, pouvoir d'achat, autonomie énergétique, sécurité... La France (forte et tranquille) sans nucléaire est une affaire de volonté politique.

Économies d'énergie et développement des énergies renouvelables conditionnent la sortie du nucléaire... Mais qu'est-ce qu'on y gagne ?

► **Création d'emplois**

Reconvertir l'industrie du nucléaire français dans le démantèlement des centrales, le développement des énergies renouvelables et les économies d'énergie créerait, dans les dix ans à venir, plus de 500 000 emplois non délocalisables et durables ! Si l'Allemagne et le Japon se spécialisent d'ores et déjà dans la reconversion, la France – pays le plus nucléarisé au monde par rapport à son nombre d'habitants – avec 58



Photo Géraldine Bojyer

Fessenheim, Bugey ou Tricastin (photo) : arrêter les centrales nucléaires les plus anciennes est urgent.

réacteurs et plus de 1 000 sites de stockage de déchets – ne doit surtout pas être en reste !

► **Baisse du prix de l'électricité**

Les coûts réels de l'électricité nucléaire (déchets, démantè-

lement, prix de l'EPR) sont aujourd'hui sous-évalués. Le transfert des investissements du nucléaire vers des aides aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables (isolation, chauffage, économies d'électricité, etc.) aurait

un vrai impact sur nos factures, entraînant une augmentation de notre pouvoir d'achat.

► **Indépendance énergétique**

En plus du pétrole, du charbon et du gaz, nous sommes obligés d'importer 100 % de l'uranium indispensable au fonctionnement de nos réacteurs nucléaires ! Ainsi, notre pays n'est pas autonome énergétiquement et dépend quasi totalement du Niger, du Canada, de l'Australie, du Kazakhstan... pour l'importation d'uranium.

► **Sûreté**

Abandonner le nucléaire en vingt ans permettrait d'éviter un accident majeur que notre parc nucléaire vieillissant nous fait craindre. Cela stopperait également la production de déchets hautement radio-toxiques durant des millions d'années. Ces déchets transitent aujourd'hui à travers la France sur les mêmes voies que nos trains de marchandises, ce qui pose d'importants problèmes de sécurité, et sont stockés par milliers de tonnes dans l'attente d'être enfouis en grande profondeur.

mais ce n'est pas plus compliqué que de continuer la mise sous perfusion de notre modèle économique. Ce n'est pas plus coûteux non plus quand on voit qu'aujourd'hui 45 milliards sont dédiés à la supposée baisse du coût du travail...

INVESTIR DANS LA QUALITÉ DE VIE

Les temps de loisirs, l'accompagnement des personnes âgées ou malades, le bien-être et l'épanouissement des enfants, l'autonomie des jeunes adultes... sont autant d'activités créatrices d'emplois mais aussi de mieux vivre pour tout le monde. Alors n'hésitons pas et investissons collectivement dans ces activités, ces associations culturelles, de loisirs, sportives,

ces clubs de foot, ces emplois auprès des personnes en situation de handicap, ces personnes âgées, pour qu'elles soient moins seules, en meilleure santé et mieux accompagnées. Parce que ce sont des emplois indispensables pour que notre société soit agréable et solidaire, qu'il y fasse bon vivre... Cela pourrait créer 1,5 million d'emplois.

PARTAGER LE TRAVAIL

L'idée n'est pas de travailler plus, toujours plus, ni même de travailler moins pour celles et ceux qui subissent les temps partiels et n'arrivent pas à boucler les fins de mois. L'objectif est de travailler tous et toutes un temps raisonnable de travail. Quand les cadres

supérieurs, commerciaux, serveurs ou chauffeurs font jusqu'à 48 heures par semaine dans notre pays, certains employés n'en font que 10, voire moins, et que dire des intérimaires et autres activités de très courte durée ? Bref, il est important de lisser le temps de travail pour que plus de personnes puissent avoir un emploi, et pour ce faire il faut limiter la durée légale maximale du travail, mais il faut aussi développer davantage les temps de formation, de réorientation... Tous ces temps qui permettent de changer d'emploi, de métier, de se former pour être au meilleur niveau de compétence. Tout cela revient à partager le travail et donc à créer des emplois. Il existe donc des pistes à suivre, ayons la volonté politique de les explorer.

ÉCOLOnews

L'OURS

Rédaction : 6 bis rue Chaudron, 75010 Paris
Tél. : 01 53 19 53 19 • eelv.fr

Direction de publication
Emmanuelle Cosse

Direction de rédaction
Marine Tondelier

Rédaction en chef / mise en page
Géraldine Bojyer

Suivi de fabrication
Toufik Zarrougui

Ont participé à ce numéro
Jean-Michel Braud, Marie-Pierre Bresson, Françoise Coutant, Éric Fallourd, Lionel Guérin, Yannick Jadot, Wandrille Jumeaux, Jérémy Magne, Claire Monod, Sonia Léa Rouabhi, Solène Roisin, Sandrine Rousseau, Lucile Schmid, Jonathan Sorel et Jérôme Spaggiari

Photos / dessins

© Apples Eyes Studio, Géraldine Bojyer, Xavier Cantat, Éric Coquelin, Antoine Moreau-Dusault, Élnur, Pixfix, Shutter, Jérôme Spaggiari, Bartosz Zakrzewski et Huang Zheng

Imprimé sur papier recyclé



Mobilisations

NÉGOCIATIONS CLIMATIQUES BESOIN D'EUROPE

Aujourd'hui, tous les voyants climatiques sont au rouge ! L'Europe doit être à la pointe dans ses réponses à ce défi de civilisation.

Les rapports scientifiques se succèdent et confirment que nous approchons dramatiquement, mais sans ralentir, du point de basculement climatique de la planète: un réchauffement global de plus de 2° Celsius. À ce rythme, c'est plutôt une augmentation de 4° Celsius, voire à 6° Celsius de la température d'ici la fin du siècle vers laquelle nous plongeons. Un crime contre l'humanité si nous n'agissons pas.



Les activités humaines transforment l'effet de serre en menace sur les populations et les écosystèmes.

Photo Pixifx

► Urgence

L'Europe, qui a occupé un rôle majeur dans la lutte contre le dérèglement climatique et dans la transition énergétique, revêt aujourd'hui une place stratégique dans ces négociations internationales. Grâce au travail des écologistes au sein du Parlement européen, mais également

grâce aux citoyen-nes européen-nes qui, un peu partout sur les territoires, soutiennent la transition énergétique comme pilier d'une relance à l'échelle de l'Union. En décembre 2015, la France accueillera la Conférence internationale sur le Climat, où tous les pays du monde devront négocier un accord de

lutte contre les changements climatiques. L'Europe, en tant que bloc politique, doit donc prendre acte des énormes bénéfices économiques, sociaux et démocratiques liés à la révolution énergétique et industrielle pro-climat si elle souhaite avoir son mot à dire lors de cette rencontre politique au sommet.



LES CITOYEN-NES SE BOUGENT POUR LE CLIMAT !

ALTERNATIBA

Lancé en 2013 à Bayonne, le mouvement Alternatiba prend de l'ampleur. Plus de 40 villes préparent pour 2015 des rassemblements festifs et écologiques pour sensibiliser les citoyens à l'urgence climatique et valoriser toutes les initiatives et solutions locales. Agriculture paysanne, relocalisation, éco-habitat, recyclage, entre-aide... Alternatiba veut montrer les milliers d'actions qui existent pour résoudre la crise et aller vers une société plus juste, plus solidaire, plus conviviale.

Informations : [alternatiba.eu].

CLIMATO-INQUIETS ET TRÈS DYNAMIQUES

Grands rendez-vous, mobilisations, adresses...

► Les Verts au Parlement européen

Les communiqués des Verts d'Europe sur le climat : [europeecologie.eu/-Urgence-climatique-].

► La campagne "Stop climate change - play your part"

Découvrez la campagne climat du groupe des Verts/ ALÉ au Parlement européen, coordonnée notamment par Yannick Jadot, eurodéputé EÉLV (en anglais) : [stopclimatechange.net].

► Europe Écologie Les Verts

Les prises de positions des écologistes français sur le climat : [eelv.fr/?s=climat].

► Réseau action climat (RAC)

Le RAC fédère les associations impliquées dans la lutte contre les changements climatiques : [rac-f.org].

► Greenpeace

Une campagne Climat & Énergie avec un film vidéo pédago éducatif : [greenpeace.org/france/fr/campagnes/energie-et-climat].

► Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

Liens entre changement climatique et énergie : [ademe.fr/expertises/changement-climatique-energie].

► Sortir du nucléaire

Nucléaire et changement climatique, stop aux idées reçues : [sortirdu-nucleaire.org/Nucleaire-et-changement-climatique].

► Fondation Goodplanet

Programme Action Carbone Solidaire pour s'engager sur le terrain : [goodplanet.org/action-carbone/].

► Fondation de Lille

Le premier Fonds de Solidarité Climat territorial en France pour "compenser" son empreinte carbone : [http://www.fondation-delille.org/actions-de-la-fondation-de-lille/developpement-durable/fonds-de-solidarite-climat/].

► Du 5 juin

au 26 septembre 2015
Tour en tandem Alternatiba, 5 000 km pendant l'été 2015 pour mobiliser autour de "vraies alternatives" : [alternatiba.eu/tour2015].

► Du 1^{er} au 12 décembre 2014

20^e Conférence mondiale pour le climat, à Lima, au Pérou (COP 20) (en anglais) : [unfccc.int].

► Du 30 novembre au 11 décembre 2015

21^e Conférence mondiale pour le climat, à Paris (COP 21) (en anglais) : [unfccc.int].